

**APPEL - 18.8.2004**

---

**POUR LE RESPECT DE LA DIGNITE ET LES DROITS DES NOIRS,  
DANS LA GENEVE INTERNATIONALE**



**C'est avec cette Mémoire de l'Esclavage que la police genevoise, en uniforme, s'est amusée**

**D**ans la Genève internationale, patrie d'Henri Dunant et siège international des droits de l'Homme, la police se livre depuis plus de deux ans à de multiples humiliations publiques, sous prétexte de lutte contre le trafic de drogue :

- Contrôles d'identité ciblés exclusivement sur les Noirs,
- Dérapages verbaux, sous forme d'insultes ou sarcasmes à caractère raciste,
- Dérapages physiques, sous forme de brutalités contre des personnes souvent plaquées au sol, quasi étranglées (suspectées de cacher la cocaïne dans la bouche) et menottées,
- Fouilles au corps allant jusqu'au déshabillage avec fouille anale, toujours en public...

Malgré la consternation et l'indignation soulevées dans l'opinion publique par cette dernière pratique en particulier, début juillet. Malgré une plainte pénale déposée contre la police à ce sujet. Malgré une lettre ouverte envoyée fin juillet par le CRAN à la Conseillère d'Etat en charge de la police, Mme Micheline Spoerri. Malgré tout ce faisceau de signes alarmants, aucune mesure et encore moins aucune sanction ne sont venues contenir cette dérive policière de violation systématique et discriminatoire de la dignité et des droits des Noirs. Plus grave : après les atteintes à la personne, vient de suivre l'offense à la Mémoire.

Une nouvelle limite a été en effet franchie le vendredi 13 août dernier, vers 16h15, place Cornavin. Des policiers voulant enterrer la vie de célibat d'un collègue n'ont pas trouvé mieux que de pasticher les scènes atroces qui suivaient l'arrestation des esclaves Noirs fugitifs, aux Amériques : après avoir colorié et déguisé (avec une perruque afro) en négro ce collègue, deux policiers en service et en uniforme se sont livrés à un simulacre d'arrestation de dealer, avec plaquage au sol et menottes, avant de lui nouer la taille avec une grosse corde attachée à leur

voiture de fonction, gyrophare allumé, et de le tirer ainsi derrière eux sur une centaine de mètres, jusqu'au poste de la gare Cornavin. Où le trio a sans doute sablé le champagne avec d'autres collègues, le scénario ayant été mis au point à plusieurs. La seule réaction du chef de la police, M. Urs Rechsteiner, contacté le jour même par le quotidien *La Tribune de Genève*, a été d'ouvrir une enquête «administrative» pour «utilisation du matériel à des fins privées». Quant à Mme Spoerri, elle a exigé des policiers de présenter des excuses à leurs collègues (salis par leur acte) ainsi qu'à la population genevoise. Aucune action n'a été envisagée contre cette offense inqualifiable à la dignité et à la Mémoire des Noirs et de l'Humanité. Rappelons que cet acte intervient en cette année de commémoration du bicentenaire d'Haïti, première république Noire à se libérer du joug de l'Esclavage.

Genève n'est pas un cas isolé. Comme vient de l'établir méthodiquement le tout récent Rapport de l'Observatoire du CRAN sur «l'Actualité du racisme anti-Noir en Suisse», les personnes d'origine Noire se sentent de plus en plus insécurisées et peu respectées dans leur dignité. Dans toute la Suisse, les violences policières en particulier sont légions, impunies et couvertes par l'assourdissant silence de la classe politique dans son ensemble. Dans la Genève internationale et des droits de l'Homme, une telle situation est encore plus inacceptable.

Dès lors, au vu de la minimisation et de la négation de tout respect dû à l'Homme Noir dans sa dignité, ses droits comme sa Mémoire; et à l'initiative du CRAN, organisation Noire créée pour défendre en Suisse cette dignité, ces droits et cette Mémoire,

Nous, Associations et Personnes issues des communautés Noires de Genève et de Suisse, avec à nos côtés d'autres organisations et personnes également indignées et inquiètes par les dérives policières à Genève, adressons l'Appel suivant :

- Nous invitons le Conseil d'Etat à condamner de la manière la plus ferme et la plus claire l'acte ignominieux pour la Mémoire Noire posé par ses agents de police.
- Nous invitons le Conseil d'Etat de veiller à ce que les sanctions les plus appropriées soient prises contre l'ensemble des policiers qui se sont rendus coupables de cet acte aussi offensant, ignoble et indigne d'agents d'un Etat de droit et d'une nation civilisée
- Nous invitons le Conseil d'Etat de procéder instamment à une évaluation ainsi qu'à une réadaptation des programmes de formation de la police en matière de droits de l'Homme, en y associant des formateurs issus des communautés Noires notamment.
- Nous invitons le Conseil d'Etat à présenter solennellement des excuses publiques aux communautés Noires de Genève et du reste de la Suisse, profondément blessées dans leur dignité et leur Mémoire, et d'engager un dialogue constructif avec leurs représentants.
- Enfin, nous appelons à la démission immédiate de la Conseillère d'Etat, Micheline Spoerri, et du chef de la police, M. Urs Rechsteiner, qui ont laissé régner longtemps un laxisme intolérable en ne prenant aucune mesure contre les violations répétées de la dignité et des droits des Noirs par leurs agents de l'ordre, violations plusieurs fois dénoncées par les organisations antiracistes et de défense des droits de l'Homme (Commission fédérale contre le racisme, ACOR/SOS Racisme, LICRA, Amnesty International/Suisse, outre le CRAN).

Fait à Genève, le 18 août 2004

ASSOCIATIONS, ORGANISATIONS ET AUTRES PERSONNES SIGNATAIRES  
(voir liste en annexe)

Contact et coordination :

- Mutombo Kanyana, (CRAN), 022 343 87 93 ou 079 754 54 85 - kanyana@espaceweb.ch
- Gérôme Tokpa (CRAN), 079 641 66 92 - tokpaj@gmx.net